

GEN 4 REDEVANCES D'AERODROME/D'HELISTATION ET DE SERVICES DE NAVIGATION AERIENNE*CHARGES FOR AERODROMES/HELIPORTS AND AIR NAVIGATION SERVICES***GEN 4.1 REDEVANCES D'AERODROME/D'HELISTATION**
*AERODROME/HELIPORT CHARGES***4.1.1 CLASSEMENT DES AERODROMES****4.1.1 AERODROMES CLASSIFICATION**

AERODROMES OUVERTS A LA CAP AERODROMES OPEN TO PUBLIC AIR TRAFFIC	
INTERNATIONAL	
Aéroports d'Etat / <i>State airports</i> : TAHITI Faa'a * - Aéroport régulier (seul aéroport douanier) / <i>Scheduled airport (only customs airport)</i>	
DOMESTIQUE / <i>DOMESTIC</i>	
← Aéroports de la Polynésie française confiés en mandat de gestion à ADT (Aéroport De Tahiti) / <i>French Polynesia airports granted to ADT (Aéroport De Tahiti)</i> :	
BORA BORA Motu Mute	
RAIATEA Uturoa	
RANGIROA	
← Aéroports de la Polynésie française / <i>Airports of French Polynesia</i> :	
AHE, ANAA, ARATIKA NORD, ARUTUA, FAAITE, FAKAHINA, FAKARAVA, FANGATAU, HAO, HIKUERU, HUAHINE Fare, KATIU, KAUEHI, KAUKURA, MAKEMO, MANIHI, MATAIVA, MAUPITI, MOOREA Temae, NAPUKA, NIAU, NUKU HIVA, NUKUTAVAKE, PUKA PUKA, PUKARUA, RAIIVAAE, RAROIA, REAO, RIMATARA, RURUTU, TAKAPOTO, TAKAROA, TAKUME, TATAKOTO, TIKEHAU, TOTELEGIE, TUBUAI, TUREIA, VAHITAHU.	
AERODROMES AGREES A USAGE RESTREINT AERODROMES LICENSED WITH RESTRICTED USE	
Aérodromes de la Polynésie française / <i>French Polynesia aerodromes</i> : APATAKI, HIVA OA, UA HUKA, UA POU, TUPAI	
← Aérodromes privés / <i>Private aerodromes</i> : TETIAROA	

* L'aéroport de TAHITI Faa'a a fait l'objet d'une concession d'outillage public à ADT (Aéroport De Tahiti)
TAHITI Faa'a airport has been the subject of a public equipment granting to ADT (Aéroport De Tahiti)
 B.P 60161 - 98702 FAAA CENTRE - TEL (689) 40 86 60 61.

4.1.2 REDEVANCES D'AERODROME

Sur les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, les services publics aéroportuaires, qui sont les services rendus aux exploitants d'aéronefs et à leurs prestataires de service à l'occasion de l'usage de terrains, d'infrastructures, d'installations, de locaux et d'équipements aéroportuaires fournis par l'exploitant d'aérodrome, dans la mesure où cet usage est directement nécessaire, sur l'aérodrome, à l'exploitation des aéronefs ou à celle d'un service de transport aérien, donnent lieu à la perception de redevances.

Pour les aérodromes relevant de la compétence de l'Etat, les redevances sont fixées et recouvrées par l'exploitant de l'aérodrome, qui assure la publication de leurs tarifs. Il en est généralement de même pour les autres aérodromes. En cas de non paiement des redevances aéroportuaires, l'exploitant de l'aérodrome peut requérir la saisie conservatoire d'un aéronef exploité par le redevable ou lui appartenant. Une consultation des usagers est engagée avant l'entrée en vigueur de nouvelles conditions tarifaires et ce, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Pour les aérodromes dont le trafic annuel moyen des trois dernières années a dépassé 100 000 passagers, les redevances comprennent notamment :

- la redevance d'atterrissage, correspondant à l'usage, par les aéronefs de plus de six tonnes, des infrastructures et équipements aéroportuaires nécessaires à l'atterrissage, au décollage, à la circulation au sol, ainsi que, le cas échéant, à des services complémentaires ; les tarifs de cette redevance sont fonction de la masse maximale certifiée au décollage de l'aéronef;
- la redevance de stationnement, correspondant à l'usage, par les aéronefs de plus de six tonnes, des infrastructures et équipements de stationnement, ainsi que, le cas échéant, à des services complémentaires ; les tarifs de cette redevance sont fonction de la durée du stationnement, des caractéristiques de l'aéronef et, le cas échéant, de celles de l'aire de stationnement ;
- la redevance par passager, correspondant à l'usage des installations aménagées pour la réception des passagers et du public, ainsi que, le cas échéant, à des services complémentaires. L'assiette de cette redevance est le nombre de passagers embarqués. Sur un même aérodrome, le tarif applicable à une même catégorie de passagers est identique pour toutes les aérogares. Toutefois, pour les aérogares mises en service après le 1er août 2005, des tarifs différenciés pourront être fixés en fonction des coûts d'investissement et d'exploitation afférents à ces aérogares et de la qualité de service ;
- la redevance pour usage des installations fixes de distribution de carburants d'aviation ; l'assiette de cette redevance, qui est due par les exploitants de ces installations, est le volume de carburant distribué.

Des redevances accessoires peuvent être instaurées pour d'autres services. Les conditions tarifaires des redevances accessoires peuvent être fixées par contrat quand elles correspondent à des services de nature particulière qui ne sont rendus qu'à certains usagers.

Pour les aérodromes de moins de 100 000 passagers, la structuration des redevances est libre.

Tout tarif des redevances peut être demandé auprès de l'exploitant de l'aérodrome.

4.1.2 AIRPORT FEES

On aerodromes open to public air traffic, the airport public services giving rise to payment of fees shall be the services rendered to aircraft operators and their service providers in the context of the use of airport land, infrastructure, facilities, premises and equipment provided by the aerodrome operator insofar as such use is directly necessary, on the aerodrome, to the operation of aircraft or of an air transportation service.

For aerodromes belonging to the State, fee rates shall be set and recovered by the aerodrome operator, who is responsible for tariff publication. The same applies to other aerodromes. In case of non-payment of airport fees, the aerodrome operator is allowed to require the seizure of any aircraft operated by or belonging to the debtor. A consultation of users shall be initiated before the effective date of the new rate conditions according to the effective requirements.

For aerodromes whose average annual traffic has exceeded 100,000 passengers for the last three years, fees include in particular:

- a landing fee corresponding to the use by aircraft greater than six tonnes of airport infrastructure and equipment necessary for the landing, taking-off and taxiing, as well as additional services, such as lighting, flight information and visual assistance; the rates for such a fee are based on the certified maximum take-off weight of the aircraft;
- a parking fee corresponding to the use by aircraft greater than six tonnes of parking infrastructure and equipment, as well as, if necessary, additional services; the rates for this fee are based on the parking duration, the aircraft features and the parking area features, if any;
- a passenger fee corresponding to the use of facilities designed to receive passengers and the public, as well as additional services, if any. The basis of this fee is the number of departing passengers. On the same aerodrome, the price applicable to the same category of passengers is identical for all terminals. However, for terminals put into service after August 1st, 2005, differentiated tariffs may be set according to the investment and operating costs relating to such terminals and the quality of services;
- a fee for use of fixed facilities for the distribution of aircraft fuel; the basis of this fee, payable by operators of these facilities, is the volume of distributed fuel.

Ancillary fees may be set for other services. The pricing conditions for ancillary fees may be set pursuant to an agreement when they correspond to services of a specific nature that are rendered to some users only.

For aerodromes servicing less than 100,000 passengers, the fee structuring is left to the aerodrome.

Airport fees and charges are available from the aerodrome operator.

4.1.3 PAIEMENT DES REDEVANCES

Les redevances d'atterrissage, de balisage, de stationnement, de passagers doivent être payées par l'exploitant de l'aéronef avant que l'aéronef ne quitte l'aéroport.

Les usagers réguliers de l'aéroport et les entreprises de transport aérien qui ont leur siège en France ou en Polynésie française ou représentés par une entreprise française, présentant ou fournissant des garanties suffisantes peuvent obtenir de la Direction de l'aéroport, l'autorisation de s'acquitter des redevances sur présentation de la facture mensuelle de l'aéroport.

Le délai de paiement est de 45 jours et le règlement doit être effectué en francs Pacifique.

Les exploitants d'aéronefs pouvant prétendre à des réductions de redevances doivent annoncer et motiver leur demande immédiatement après l'atterrissage.

4.1.4 REDEVANCES PERÇUES SUR LES AÉROPORTS DE TAHITI, RAIATEA, BORA BORA, RANGIROA (Tarif 2010)

Sur les aéroports de TAHITI Faa'a, RAIATEA, BORA BORA et RANGIROA, les redevances perçues pour l'atterrissage, le stationnement et le balisage, les redevances concernant la réception des passagers et des marchandises, les redevances perçues pour les installations de distribution de carburant, la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne (RSTCA), sont réglementées.

Leurs conditions d'établissement et de perception sont déterminées dans le code des transports métropolitain pour les dispositions applicables en Polynésie Française et par arrêté ministériel.

Les tarifs pour Tahiti Faa'a à l'exclusion de la RSTCA, sont fixés par l'exploitant de l'aérodrome après avis de la Commission consultative économique. Ils prennent effet après décision d'homologation de la Direction générale de l'aviation Civile.

Tous les tarifs sont exprimés hors taxes. Les tarifs des parties a, b, c, d, e, et f sont disponibles sur le site internet d'ADT.

Le taux unitaire servant à la facturation de la RSTCA est fixé par arrêté du 23 décembre 2009.

4.1.3 PAYMENT OF THE CHARGES

The charges for landing, lighting aids, parking and passengers must be paid by the aircraft operator before the aircraft leaves the airport.

Regular users of the airport and airlines whose head offices are in France or in French Polynesia or who are represented by a French company, presenting or supplying adequate guarantees, may obtain from the airport management authorisation to settle the charges on presentation of a monthly invoice by the airport.

Payment is to be made within 45 days and the settlement must be in Pacific francs.

Aircraft operators wishing to claim reductions in their charges must declare and give a reason for their request immediately after landing.

4.1.4 CHARGES LEVIED AT THE AIRPORTS OF TAHITI, RAIATEA, BORA BORA, RANGIROA (2010 Fare)

At the airports of TAHITI Faa'a, RAIATEA, BORA BORA and RANGIROA, the charges levied for landing, parking and lighting aids, the charges concerned with the reception of passengers and freight, the charges levied for the refuelling installations and the charge for air traffic terminal services (RSTCA) are regulated.

The conditions governing their definition and collection are determined by French regulation effective in French Polynesia and local Ministry Order.

The fares for Tahiti Faa'a Intern, with the exception of the RSTCA, are fixed by the aerodrome operator, taking into account the comments of the economic consultative committee. They take effect after they have been approved by the Civil Aviation Authority

All fares are specified exclusive of tax. The fares of parts a, b, c, d, e and f are available on the ADT website.

The individual rate for the invoicing of the RSTCA is fixed by the order of December 23rd 2009.

REDEVANCES / FEES	TAHITI FAA'A	BORA BORA	RAIATEA	RANGIROA
Atterrissage / Landing Fees	X	X	X	X
Balisage / Lighting Aids	X	X	X	X
Stationnement / Parking Fees	X	X	X	X
Passagers / Passengers Fees	X	X	X	X
Marchandises / Freight Fees	X			
Carburants / Fuel Dues	X	X		
RSTCA	X			

a) REDEVANCE ATTERRISSAGE :**b) REDEVANCE DE BALISAGE****c) REDEVANCE DE STATIONNEMENT****d) REDEVANCE PASSAGERS****e) REDEVANCE DE CARBURANTS D'AVIATION****f) REDEVANCE DE MARCHANDISES****g) REDEVANCE POUR SERVICES TERMINAUX DE LA CIRCULATION AERIENNE (RSTCA)****a) LANDING FEES:****b) LIGHTING AIDS FEES****c) PARKING FEES****d) PASSENGERS FEES****e) AVIATION FUEL FEES****f) CARGOS FEES****g) CHARGES FOR AIR TRAFFIC TERMINAL SERVICES (RSTCA)**

Toutes lignes / All airlines

1,247 x (MMD)^{0,9} x 12 euros

4.1.5 REDEVANCES PERÇUES SUR LES AERODROMES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Sur les aérodromes appartenant à la Polynésie française, les modalités d'établissement, de perception, ainsi que le taux des redevances d'aéroport sont réglementés par arrêté du Président de la Polynésie française.

Tous les tarifs sont exprimés hors taxes.

Selon l'arrêté N° 1249 CM du 21/08/12.

4.1.5 CHARGES LEVIED ON THE AERODROMES OF FRENCH POLYNESIA

On the aerodromes belonging to French Polynesia, the procedures for the determination, collection and the rates of the airport charges are governed by an order of the President of French Polynesia.

All fares are specified exclusive of tax.

In accordance with order NR 1249 CM dated 21 august 2012.

Index	AERODROMES	REDEVANCES / FEES		
		ATTERRISSAGES / LANDING	PASSAGERS / PASSENGERS	BALISAGE / LIGHTING
1	AHE	X	X	
2	ANAA	X	X	
3	APATAKI	X	X	
4	ARATIKA NORD	X	X	
5	ARUTUA	X	X	
6	FAAITE	X	X	
7	FAKAHINA	X	X	
8	FAKARAVA	X	X	X
9	FANGATAU	X	X	
10	HAO	X	X	X
11	HIKUERU	X	X	
12	HIVA OA	X	X	
13	HUAHINE	X	X	X
14	KATIU	X	X	
15	KAUEHI	X	X	
16	KAUKURA	X	X	
17	MAKEMO	X	X	
18	MANIHI	X	X	
19	MATAIVA	X	X	
20	MAUPITI	X	X	
21	MOOREA	X	X	X
22	NAPUKA	X	X	
23	NIAU	X	X	
24	NUKU HIVA	X	X	X
25	NUKUTAVAKE	X	X	
26	PUKA PUKA	X	X	
27	PUKARUA	X	X	
28	RAIVAVAE	X	X	X
29	RAROIA	X	X	
30	REAO	X	X	
31	RIMATARA	X	X	
32	RURUTU	X	X	X
33	TAKAPOTO	X	X	
34	TAKAROA	X	X	
35	TAKUME	X	X	
36	TATAKOTO	X	X	
37	TIKEHAU	X	X	
38	TOTELEGIE	X	X	
39	TUBUAI	X	X	X
40	TUREIA	X	X	
41	UA HUKA	X	X	
42	UA POU	X	X	
43	VAHI TAHI	X	X	

X : Aérodromes soumis à redevance dès promulgation de l'arrêté

: Redevance passagers due dès l'ouverture de l'aérogare

X: Aerodromes subject to charge starting from decree issue

#: Passengers charge payable starting from the terminal opening

4.1.5.1 REDEVANCES PERÇUES SUR LES AERODROMES DE HUAHINE ET MOOREA**a) REDEVANCE D'ATERRISSAGE**

Le calcul est effectué d'après la masse maximale au décollage (MMD) porté sur le certificat de navigabilité. La redevance est exprimée en francs Pacifique (FCFP), un franc Pacifique étant égal à 0,00838 euro.

MMD jusqu'à 2 tonnes / <i>up to 2 tons</i>	241	FCFP
MMD de 3 tonnes à 6 tonnes / <i>from 3 to 6 tons</i>	241 + 120 x (MMD-2)	FCFP
MMD de 7 tonnes à 25 tonnes / <i>from 7 to 25 tons</i>	721 + 261 x (MMD-6)	FCFP
MMD de 26 à 75 tonnes / <i>from 26 to 75 tons</i>	5 680 + 655 x (MMD-25)	FCFP
MMD plus de 75 tonnes / <i>more than 75 tons</i>	38 430 + 818 x (MMD-75)	FCFP

b) REDEVANCE DE BALISAGE

Catégorie 3 / <i>Category 3</i>	742	FCFP
---------------------------------	-----	------

c) REDEVANCE PASSAGERS

Au départ de Moorea : 162 FCFP

Au départ de Huahine : 216 FCFP

4.1.5.2 REDEVANCES PERÇUES SUR TOUS LES AERODROMES APPARTENANT A LA POLYNESIE FRANÇAISE SAUF HUAHINE ET MOOREA**a) REDEVANCE D'ATERRISSAGE**

MMD jusqu'à 2 tonnes / <i>up to 2 tons</i>	165	FCFP
MMD de 3 tonnes à 6 tonnes / <i>from 3 to 6 tons</i>	165 + 83 x (MMD-2)	FCFP
MMD de 7 tonnes à 25 tonnes / <i>from 7 to 25 tons</i>	497 + 180 x (MMD-6)	FCFP
MMD de 26 à 75 tonnes / <i>from 26 to 75 tons</i>	3 917 + 450 x (MMD-25)	FCFP

b) REDEVANCE DE BALISAGE

Catégorie 3 / <i>Category 3</i>	689	FCFP
---------------------------------	-----	------

c) REDEVANCE PASSAGERS

Au départ de ces aérodromes : 149 FCFP

4.1.5.1 CHARGES LEVIED AT THE AERODROMES OF HUAHINE AND MOOREA**a) LANDING FEES**

The calculation is to be based on the maximum take-off weight (MTOW) shown on the airworthiness certificate. The charge is to be expressed in Pacific francs (FCFP), one Pacific franc being equal to 0,00838 euro.

b) LIGHTING AIDS FEES**c) PASSENGERS FEES**

On departure from Moorea: 162 FCFP

On departure from Huahine: 216 FCFP

4.1.5.2 CHARGES LEVIED AT THE AERODROMES OF FRENCH POLYNESIA EXCEPT HUAHINE AND MOOREA**a) LANDING FEES**

MMD jusqu'à 2 tonnes / <i>up to 2 tons</i>	165	FCFP
MMD de 3 tonnes à 6 tonnes / <i>from 3 to 6 tons</i>	165 + 83 x (MMD-2)	FCFP
MMD de 7 tonnes à 25 tonnes / <i>from 7 to 25 tons</i>	497 + 180 x (MMD-6)	FCFP
MMD de 26 à 75 tonnes / <i>from 26 to 75 tons</i>	3 917 + 450 x (MMD-25)	FCFP

b) LIGHTING AIDS FEES**c) PASSENGERS FEES**

On departure from these aerodromes: 149 FCFP

← 4.1.6**TAXES**

La Polynésie française représente un territoire soumis à des règles propres du champ d'application du code des impositions sur les biens et services de la France métropolitaine depuis 2022.

En conséquence, ne sont applicables, sur les opérations d'embarquement de passagers de fret ou de courrier au départ de la Polynésie française, ni le tarif de l'aviation civile, ni le tarif de solidarité de la taxe sur le transport aérien de passagers (TTAP), ni le tarif de l'aviation civile de la taxe sur le transport aérien de marchandises (TTAM).

Toutefois, au sein de ce territoire, les tarifs de sûreté et de sécurité au titre de la taxe sur le transport aérien de passagers et de marchandises ainsi que le tarif de péréquation aéroportuaire ont vocation à s'appliquer dans les mêmes conditions et sous réserve des mêmes exceptions et exclusions que celles prévues pour la métropole.

Ces tarifs de taxes sont dus par les entreprises de transport aérien public à raison du nombre de passagers et de la masse de fret et de courrier, exprimée en tonnes, embarqués au départ des aéroports de Polynésie.

← 4.1.6.1**La taxe sur le transport aérien de passagers (TTAP)**

La taxe sur le transport aérien de passagers, codifiée aux articles L. 422-13 à L. 422-40 du code des impositions sur les biens et services (CIBS), est assise sur le nombre de passagers embarqués ou débarqués. Elle comprend les quatre tarifs suivants :

- le tarif de l'aviation civile (4.1.6.1.1) ;
- le tarif de solidarité (4.1.6.1.2) ;
- le tarif de sûreté et de sécurité (4.1.6.1.3) ;
- et le tarif de péréquation aéroportuaire (4.1.6.1.4).

← 4.1.6.1.1**Le tarif de l'aviation civile**

La Polynésie française est exonérée de tarif de l'aviation civile de la TTAP.

← 4.1.6.1.2**Le tarif de solidarité****4.1.6****TAXES**

French Polynesia represents a territory subject to specific rules to the scope of the tax code on goods and services of mainland France since 2022.

Consequently, neither the civil aviation rate nor the solidarity rate from the tax on the air transport of passengers (TTAP), nor the civil aviation rate from the tax on the air transport of goods (TTAM) is collected in French Polynesia.

However, within this territory, the safety and security rates under the tax on the air transport of passengers and goods as well as the airport equalisation rate are intended to apply under the same conditions and subject to the same exceptions and exclusions as those provided for mainland France.

These tax rates are due by public air transport companies based on the number of passengers and the mass of freight and mail, expressed in tonnes, embarked from French Polynesia.

4.1.6.1**Tax on passengers air transport**

The tax on passengers air transport, codified in articles L. 422-13 to L. 422-40 of the french code des impositions sur les biens et services (CIBS), is based on the number of passengers boarded or disembarked. It includes the four following rates :

- civil aviation rate (4.1.6.1.1),
- solidarity rate (4.1.6.1.2),
- safety and security rate (4.1.6.1.3)
- and the airport equalization rate (4.1.6.1.4).

4.1.6.1.1**Aviation civil rate**

French Polynesia is exempt from the civil aviation rate of the tax on passenger air transport.

4.1.6.1.2**Solidary rate**

La Polynésie française est exonérée de tarif de solidarité de la TTAP.

French Polynesia is exempt from the solidarity rate of the tax on passenger air transport.

41.6.13 Le tarif de sûreté et de sécurité

41.6.13 The safety and security rate

Conformément aux dispositions de l'article L. 422-23 du code des impositions sur les biens et services, le tarif de sûreté et de sécurité est perçu au profit des personnes publiques ou privées exploitant des aéroports ou groupements d'aéroports dont le trafic embarqué ou débarqué s'élève, en moyenne sur les trois dernières années civiles connues, à plus de 5000 unités de trafic (UDT : 1 UDT est égale à un passager ou 100 kilogrammes de fret ou de courrier).

In accordance with the provisions of article L. 422-23 of the Internal revenue code, the rate is collected on behalf of public or private entities operating aerodromes for which the boarded or unloaded traffic amounts, during the last known civil year, to more than, 5,000 traffic units (UDT: 1 UDT equals one passenger or 100 kilograms of cargo or mail).

Constitue un groupement d'aéroports, au sens des dispositions de l'article L. 422-23 précité, un ensemble constitué par plusieurs aéroports relevant soit d'une même concession ou délégation de services public, soit des dispositions de l'article L. 6323-2 du code des transports mentionnant la liste des aéroports confiés à Aéroport de Paris.

A group of airports in the sense of the provisions in Article L. 422-23 quoted above is a group of several airports all of which either are part of the same public-service concession or delegation or fall within the provisions in article L. 6323-2 of the French Transport Code listing the airports belonging to the Aéroports de Paris.

Le produit de ce tarif, collecté par le comptable public du budget annexe « Contrôle et exploitation aériens », est reversé à chaque exploitant aéroportuaire pour le financement des missions d'intérêt général que la loi lui met à sa charge en matière de sécurité-incendie-sauvetage, de lutte contre le péril animalier, de sûreté et des mesures effectuées dans le cadre des contrôles environnementaux.

The income from this rate is collected by the Public Accountant for the Annexed Budget "Air Control and Operation" and paid to each airport operator to finance the general-interest missions for which it is legally responsible relating to security, firefighting and rescue, countering wildlife hazards, safety, and measures in relation to environmental controls.

Le tarif, du par les entreprises de transport aérien public, est assise sur le nombre de passagers de chaque aéroport éligible. Les exceptions et exclusions d'assiette sont les mêmes que ceux relatifs au tarif de l'aviation civile :

The rate is paid by public airlines and is based on the number of passengers loaded on departure from each eligible airport. The exceptions and exclusions from the rate base are the same as those for civil aviation rate :

les personnels dont la présence à bord est directement liée au vol considéré, notamment les membres de l'équipage assurant le vol, les agents de sûreté ou de police,
les enfants de moins de deux ans (à la date de l'embarquement) ,
les passagers en transit direct effectuant un arrêt momentané sur l'aéroport et repartant par le même aéronef avec un numéro de vol au départ identique au numéro de vol de l'aéronef à bord duquel ils sont arrivés,
les passagers reprenant leur vol après un atterrissage forcé en raisons d'incidents techniques, de conditions atmosphériques défavorables ou de tout autre cas de force majeure.

personnels whose presence on board is directly related with the flight considered, more specially crew members, security or police agents,
children under two years old (on the date of boarding),
direct transit passengers, performing a temporary stop on the airport and reflying the same aircraft with a departure flight number identical to the flight number of the aircraft on arrival,
passengers resuming the flight after a forced stop due to technical incidents, adverse weather conditions or any other force majeure.

Cette taxe est exigible pour chaque vol commercial. Toutefois, pour les opérations, les vols intérieurs aux collectivités territoriales de Polynésie française, les tarifs « sûreté et sécurité » et « péréquation aéroportuaire » de la taxe sur le transport aérien de passagers et de la taxe sur le transport aérien de marchandises ne s'appliquent pas aux passagers, fret ou courrier en correspondance.

This tax is payable for each commercial flight. However, for operations, domestic flights within the territorial communities of French Polynesia, the "safety, security and safety" and "airport equalisation" rates for the tax on air transport of passengers and the tax on air transport of goods do not apply to connecting passengers, freight or mail.

Pour l'année 2025, le tarif applicable sur chaque aéroport est fixé entre les valeurs inférieures et supérieures correspondant à la classe dont il relève. Ainsi pour la Polynésie française, il s'agit des deux tarifs suivants :

For the year 2025, in French Polynesia, the applicable rate on each aerodrome ranges within the values corresponding to the airport class:

Aérodome	Tarifs par passagers (euro et francs Pacifique)	Tarif par passager à destination des autres îles de Polynésie française (euro et francs Pacifique)
Airport	Rate per passengers	Charge per passenger traveling to other islands in French Polynesia
Aéroport de Tahiti-Faa'a	20 € / 2386,63 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF
Aéroport de Ahe	20 € / 2386,63 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF
Aéroport de Arutua	20 € / 2386,63 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF
Aéroport de Bora-Bora	5,95 € / 710 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF
Aéroport de Fakarava	20 € / 2386,63 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF
Aéroport de Hao	20 € / 2386,63 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF
Aéroport de Hiva Oa	20 € / 2386,63 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF
Aéroport de Huahine	20 € / 2386,63 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF
Aéroport de Makemo	20 € / 2386,63 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF
Aéroport de Manihi	20 € / 2386,63 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF
Aéroport de Mataiva	20 € / 2386,63 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF
Aéroport de Maupiti	20 € / 2386,63 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF
Aéroport de Moorea	20 € / 2386,63 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF
Aéroport de Nuku Hiva	20 € / 2386,63 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF
Aéroport de Raiatea	7,5 € / 894,99 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF
Aéroport de Raivavae	20 € / 2386,63 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF
Aéroport de Rangiroa	12 € / 1431,98 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF
Aéroport de Rimatara	20 € / 2386,63 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF
Aéroport de Rurutu	20 € / 2386,63 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF
Aéroport de Tetiaroa	20 € / 2386,63 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF
Aéroport de Tikehau	20 € / 2386,63 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF
Aéroport de Totegeghe	20 € / 2386,63 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF
Aéroport de Tubuai	20 € / 2386,63 FCFP/XPF	0 € / 0 FCFP/XPF

Un abattement de 72 % s'applique à tout passager en correspondance au sens des mêmes dispositions que celles prévues pour la tarif de l'aviation civile. Est assimilé à un embarquement en transit hors du champ de la taxe l'embarquement en correspondance intervenant au cours d'un service aérien intérieur à la Polynésie française.

4.16.14**Tarif de péréquation**

En plus de ces tarifs, s'ajoute un tarif spécifique au titre de la majoration perçue en vue de couvrir les besoins de financement des mêmes missions précédemment citées, au bénéfice des exploitants des aérodromes de classe 3 et de tout autre aérodrome n'appartenant à aucune classe précitée. Ce tarif est déterminé par arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de l'aviation civile, dans la limite de 1,25 € : à compter du 1er avril 2025, ce tarif est fixé à 1,25 €.

Jusqu'au 31 décembre 2025 inclus, les entreprises assujetties aux taxes sur le transport aérien de passagers et de marchandises, au titre des tarifs « sûreté et sécurité » et « péréquation aéroportuaire », doivent déclarer au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois ou le trimestre pour lequel la déclaration est établie, les éléments nécessaires à la liquidation de la taxe : le nombre de passagers, la masse de fret et de courrier exprimée en tonnes, embarqués le mois ou le trimestre précédent sur les vols effectués au départ de chacun des aérodromes concernés le nombre de passagers en correspondance exonérés.

A compter du 1er janvier 2026, ces mêmes entreprises assujetties et redevables doivent déclarer au plus tard à la date du 20 du mois qui suit le mois ou le trimestre pour lequel la déclaration est établie, les éléments nécessaires à la liquidation de la taxe.

Cette déclaration effectuée par voie électronique, accompagnée du paiement de la taxe due sous forme de virement, est adressée aux comptables du budget annexe de l'aviation civile.

Jusqu'au 31 décembre 2025 inclus, les entreprises de transport aérien qui ont déclaré au cours de l'année précédente un montant de taxe égal ou inférieur à 12 000 €, sont admises à souscrire, à compter du premier trimestre civil de l'année qui suit, des déclarations trimestrielles. La déclaration trimestrielle doit être souscrite, au plus, tard le dernier jour du mois qui suit le trimestre au titre duquel elle est établie.

A compter du 1er janvier 2026, les entreprises de transport aérien qui ont déclaré au cours de l'année précédente un montant cumulé de taxe sur le transport aérien de passagers et de taxe sur le transport aérien de marchandises égal ou inférieur à 36 000 € peuvent souscrire à compter du premier trimestre civil de l'année qui suit, des déclarations trimestrielles. Lorsque le montant de 36 000 € au titre des deux taxes est dépassé, les redevables déclarent mensuellement les opérations précitées.

← 4.1.6.2**Taxe sur le transport aérien de marchandises**

La taxe sur le transport aérien de marchandises, codifiée aux articles L. 422-41 à L. 422-48 du code des impositions sur les biens et services (CIBS), est assise sur la masse de fret ou de courrier à l'exclusion des contenants (exprimée en tonne) embarqués.

Le montant de la taxe est égal au produit de la masse mensuelle des marchandises, exprimée en tonnes, par la somme des termes suivants :

- Le tarif de l'aviation civile ;
- Le tarif de sûreté et de sécurité.

La Polynésie française étant exonérée de tarif de l'aviation civile, seul le tarif de sûreté et de sécurité de la TTAM s'y applique.

4.16.21**Montant des tarifs**

S'agissant du fret ou du courrier, il est appliqué un tarif unique de sûreté et de sécurité quel que soit l'aéroport d'embarquement et quelle que soit la destination du fret ou du courrier. Il est invariablement fixé à 1 € par tonne embarquée (arrondie à la tonne inférieure).

4.16.22**Personnes imposables**

La taxe sur le transport aérien de marchandises est due par toute entreprise de transport aérien public, quelle que soit sa nationalité et quel que soit son statut juridique.

A discount of 72% is applied to all connecting passengers under the same provisions as for civil aviation fares. Transfer boarding during an air service within French Polynesia is treated as transit boarding, i.e. outside the scope of the tax.

4.16.14**Equalisation rate**

In addition to these rates, a rate increase is collected specifically to cover the financing of the missions referred to above, and paid to operators of Class-3 airports and to any other airport not belonging to a class referred to above. The rate is defined in a joint decree from the French Budget Minister and the French Minister of Civil Aviation and may not exceed 1.25 € : on 1 April 2025, it was set to 1.25 €.

Until December 31, 2025 inclusive, companies subject to and liable for the solidarity rate of the tax on air passenger transport must declare, at the latest on the last day of the month following the month or quarter for which the declaration is established, the elements necessary for the liquidation of the tax: the number of taxable passengers according to the final destination zones, the number of tonnes of freight and mail, the number of exempt connecting passengers.

From January 1, 2026, these same taxable and liable companies must declare, no later than the 20th of the month following the month or quarter for which the declaration is established, the elements necessary for the liquidation of the tax.

The return is made on-line, together with a bank transfer paying the tax due, and is addressed to the accountants for the Annexed Budget for civil aviation.

Until 31 December 2025 inclusive, air transport companies that have declared during the previous year a tax amount equal to or less than €12,000 are authorized to submit quarterly returns starting from the first calendar quarter of the following year. The quarterly return must be submitted no later than the last day of the month following the quarter for which it is established.

Starting from 1 January 2026, air transport companies that have declared during the previous year a cumulative amount of tax on the air transport of passengers and tax on the air transport of goods equal to or less than €36,000 may submit quarterly returns starting from the first calendar quarter of the following year. When the amount of €36,000 for both taxes is exceeded, taxpayers must report the aforementioned transactions monthly.

4.1.6.2**Tax on air cargo transport**

The tax on the air cargo transport, codified in articles L. 422-41 to L. 422-48 of the French code des impositions des biens et services, is based on the mass of freight or mail excluding containers (expressed in tonnes) loaded.

The amount of the tax is equal to the product of the monthly mass of goods, expressed in tonnes, by the sum of the following terms:

- The civil aviation rate ;
- The safety and security rate.

As French Polynesia is exempt from civil aviation rate, only the safety and security rate applies there.

4.16.21**Amount of rates**

Regarding freight or mail, a single safety and security rate is applied regardless of the airport of embarkation and regardless of the destination of the freight or mail. It is invariably set at €1 per ton loaded (rounded down to the nearest ton).

4.16.22**Taxable persons**

The tax on air cargo transport is payable by any public air transport company, whatever its nationality and whatever its legal status.

PAGE LAISSEE INTENTIONNELLEMENT VIDE / Page intentionally left blank